GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1893 | ROMA — MERCOLEDÌ 18 GENNAIO | NUM. 14

Abbonamenti.

		Trimestre	Semestre	Anno
In ROMA all'Ufficio del giornale	L.	9	17	32
Id. a domicilio e in tutto il Regno	»	10	19	36
All'ESTERO Svizzera, Spagna, Portogallo, Francia, Austria, Germania, Inghilterra, Belgio e Russia	»	22	41	80
Turchia, Egitto, Rumania e Stati Uniti	»	32	61	120
Repubblica Argentina e Uruguay	»	45	88	175

Le associazioni decorrono dal primo d'ogni mese — Non si accorda sconto o ribasso sul loro prezzo. — Gli *abbonamenti* si ricevono dall'*Amministrazione* e dagli Uffici postali.

Inserzioni.

Il prezzo degli *annunzi giudiziarii*, da inserire nella *Gazzetta Ufficiale*, è di L. 0,25 per ogni linea di colonna o spazio di linea, e di L. 0,30 per qualunque altro avviso (Legge 30 giugno 1876, N. 3195, articolo 5). — Le pagine della *Gazzetta* destinate per le inserzioni, si considerano divise in quattro colonne verticali, e su ciascuna di esse ha luogo il computo delle linee, o degli spazi di linea.

Gli originali degli atti da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* a termini delle leggi civili e commerciali devono essere scritti su CARTA DA BOLLO DA UNA LIRA — art. 19, N. 10, della legge sulla tassa di Bollo, 13 settembre 1874, N. 2077 (Serie seconda).

Le *inserzioni* devono essere accompagnate da un deposito preventivo in ragione di L. 15 per pagina scritta su carta da bollo, somma approssimativamente corrispondente al prezzo dell'inserzione. In mancanza del deposito *non sarà dato corso* alla pubblicazione.

Per richieste di abbonamento, di numeri arretrati, di inserzioni ecc. rivolgersi *ESCLUSIVAMENTE* all'Amministrazione della *Gazzetta Ufficiale* presso il Ministero dell'Interno (Palazzo Balcani) — Roma.

Un numero separato, di 16 pagine o meno, del giorno in cui si pubblica la Gazzetta e il Supplemento in ROMA, centesimi DIECI. Per le pagine superanti il numero di 16, in proporzione — pel REGNO, centesimi QUINDICI — Un numero separato, ma arretrato, in ROMA centesimi VENTI — pel REGNO, centesimi TRENTA — per l'ESTERO, centesimi TRENTACINQUE
Non si spediscono numeri separati, senza anticipato pagamento

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

SENATO DEL REGNO

Ufficio di Questura.

L'Ufficio di Questura del Senato avverte che saranno respinte le domande che venissero presentate per posti nel personale del Senato stesso, non essendovi alcuna vacanza. 2

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Convenzione commerciale fra l'Italia e la Rumania

Il Governo del Re, autorizzato colla legge 29 dicembre 1892 n. 757, ha stipulato col Governo di Rumania la seguente Convenzione commerciale, firmata a Bucarest il 23 dicembre ultimo scorso).

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du même désir de consolider les liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

M. François des marquis Curtopassi, commandeur de Son ordre des saints Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, grand'croix de l'ordre de la Couronne de Roumanie, etc. etc. Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE

M. Alexandre N. Lahovari, grand' croix de Son ordre de la Couronne de Roumanie, grand officier de Son ordre de l'Etoile de Roumanie, grand' croix de l'ordre de la Couronne d'Italie, etc., etc., Son Ministre Secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leur pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Art. I.

Les ressortissants, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale, en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. II.

Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés en Italie et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de cette convention, au même traitement et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres, que les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Roumanie il ne sera perçu en Italie et, à l'exportation pour l'Italie, il ne sera perçu en Roumanie d'autres ni plus élevés droits de sortie, qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre immédiatement de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance, par des traités similaires.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ou y allant, seront exemptes, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. III.

Les ressortissants de chacun de deux Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. IV.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention, en se prévenant un an à l'avance.

Art. V.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Bucarest, le vingt-trois (onze) décembre, mil-huit-cent-quatre-vingt-douze.

(*L. S.*) F. Curtopassi. (*L. S.*) A. Lahovari.

Proroga dell'accordo commerciale provvisorio fra l'Italia e la Bulgaria, del 20-22 ottobre 1891

Autorizzato dalla legge 29 dicembre 1892 n. 756, il Governo del Re ha stipulato con quello della Bulgaria la proroga dell'accordo commerciale provvisorio del 20-22 ottobre 1891, in base allo scambio *delle seguenti Note:*

IL R. AGENTE E CONSOLE GENERALE IN SOFIA AL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI DI BULGARIA.

Sophie, le 29 décembre 1892.

Le soussigné N. Charles Albert de Gerbaix comte de Sonnaz, agent diplomatique et consul général d'Italie, dûment autorisé à cet effet, a l'honneur de communiquer à Son Exc. le ministre des affaires étrangères de Bulgarie, qu'en attendant qu'un arrangement commercial définitif soit conclu, l'arrangement commercial provisoire du 20 octobre 1891 sera prolongé jusqu'au 31 (19) décembre 1893, c'est-à-dire que le Gouvernement royal d'Italie prendra les dispositions nécessaires afin que les marchandises bulgares, à l'entrée dans le royaume, soient, à partir de 13|1 janvier jusqu'au 31|19 décembre 1893, soumis au régime douanier qui s'applique aux provenances des pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

En priant Son Exc. de vouloir bien nous confirmer dans sa réponse, que les ordres nécessaires seront donnés afin que, réciproquement, les marchandises italiennes soient traitées à l'entrée en Bulgarie sur le même pied que celles des pays les plus favorisés, même si, par hasard, l'accord anglo-bulgare ne serait pas prorogé à son échéance; en étant reconnaissant à Son Exc. si Elle veut bien prendre acte de cette dernière clause, le soussigné saisit, etc.

A. de Gerbaix de Sonnaz.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI DI BULGARIA AL R. AGENTE E CONSOLE GENERALE IN SOFIA.

Sophie, le 30 décembre 1892 (n. s).

Le soussigné D. Grécoff, ministre des affaires étrangères et des cultes, a l'honneur d'accuser réception de la note en date du 29 décembre n s., par laquelle monsieur N. Charles Albert de Gerbaix comte de Sonnaz, agent diplomatique et consul général d'Italie, a bien voulu l'informer que l'arrangement commercial provisoire intervenu entre la Bulgarie et l'Italie par échange de notes en date du 20 et 22 octobre 1891, et qui expire le 1|13 janvier 1893, est prolongé jusqu'au 19|31 décembre 1893, ce dernier jour inclus, et, qu'en vertu de cet arrangement les marchandises bulgares, à leur entrée dans le royaume, seront soumises durant cette période au régime douanier appliqué aux provenances des pays qui jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

En prenant acte de cette communication, le soussigné s'empresse de porter à la connaissance de M. l'agent diplomatique et consul général d'Italie que, réciproquement et durant la même période, à savoir du 1|13 janvier au 19|31 décembre 1893, les marchandises italiennes seront, à leur entrée en Bulgarie, traitées sur le même pied que les provenances des pays les plus favorisés, notamment celles du Royaume-Uni, en vertu de l'arrangement anglo-bulgare, qui a été prorogé pour une année encore, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre n. s. 1893.

Le soussigné saisit, etc.

D. Grécoff.

Allegato).

(Arrangement réglant les rapports de commerce entre la Principauté de Bulgarie et le Royaume-Uni.

Art. 1.

Les marchandises britanniques importées en Bulgarie seront soumises à un droit de douane de 8 % *ad valorem*, sans préjudice du traitement de la nation la plus favorisée, soit au sujet des frais de transport, soit à tout autre point de vue. Elles payeront, en outre, le droit de 1|2 0|0, ainsi que les impôts communaux légalement établis en Bulgarie.

Art. 2.

Les spiritueux, le tabac et le sel, la poudre et tous autres articles qui, conformément aux lois du pays, sont assujettis au droit d'accise, ou donnent lieu à monopole, acquitteront, outre les droits prévus au précédent paragraphe, les impôts fixés par les lois spéciales régissant la matière.

Art. 3.

Les produits du sol ou de l'industrie bulgare importés dans le Royaume-Uni acquitteront les mêmes droits auxquels sont assujettis les produits similaires des nations les plus favorisées.

Art. 4.

Le présent arrangement est valable jusqu'au 1-13 janvier 1891; s'il n'est point dénoncé jusqu'au 1-13 octobre 1891 par l'une des Parties contractantes, il restera en vigueur jusqu'au 1-13 janvier 1892.

MINISTERO DELL'INTERNO

Il Ministero dell'Interno, in seguito all'accertato miglioramento delle condizioni sanitarie del bestiame nel Tirolo e nel Voralberg, ha revocato il divieto di importazione nel Regno, e relativi provvedimenti di osservazione, degli animali provenienti dalle località predette.

LEGGI E DECRETI

Il Numero 771 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro della Marina;
Udito il Consiglio superiore di Marina;
Abbiamo decretato e decretiamo:

La R. nave « *Calatafimi* » è radiata dal quadro del naviglio dello Stato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 dicembre 1892.

UMBERTO.

C. A. RACCHIA.

Visto, *Il Guardasigilli*: BONACCI.

Il Numero 772 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 2 della legge 30 giugno 1892 n. 314, con cui il Governo del Re è autorizzato a modificare il quadro organico dei tribunali civili e penali di Lanusei e di Cagliari in quanto occorra per l'attuazione della legge medesima;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli affari di Grazia e Giustizia e dei Culti;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il numero dei funzionari dell'ordine giudiziario addetti ai tribunali civili e penali di Lanusei e di Cagliari è determinato nell'unita tabella, vista, d'ordine Nostro, dal Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti.

Art. 2.

Il presente decreto andrà in vigore il giorno 1° gennaio 1893.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 dicembre 1892.

UMBERTO.

BONACCI.

Visto, *Il Guardasigilli*: BONACCI.

FUNZIONARI dell'ordine giudiziario addetti ai tribunali civili e penali di Lanusei e di Cagliari.

TRIBUNALI	N.° delle Sezioni	Presidenti	Vicepresidenti	Giudici	Procuratori del Re	Sostituti Procuratori del Re	Cancellieri	Vicecancellieri	Vicecancellieri aggiunti	Segretari	Sostituti Segretari
Lanusei	1	1	—	2	1	—	1	1	1	1	—
Cagliari	2	1	1	13	1	3	1	5	8	1	4

Visto, d'ordine di Sua Maestà
Il Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti
BONACCI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno* **a S. M. il Re,** *in udienza del 25 dicembre 1892, circa lo scioglimento del Consiglio comunale di Accadia (Avellino).*

SIRE!

L'Amministrazione comunale di Accadia (Avellino) versa in condizioni anormali, specialmente a causa dei suoi dissesti finanziari.

Dal 1881 al 1888 quel comune si spinse nella china pericolosa dei debiti, contraendo ingenti mutui ed erogandoli a pareggiare il bilancio invece che impiegarli per gli scopi pei quali erano stati concessi.

Tali ed altri espedienti escogitati dal Consiglio comunale per non rendersi impopolare coll'imposizione di tasse, se momentaneamente parvero riuscire di sollievo al bilancio, in realtà finirono per rovinarlo; sì che il deficit raggiunge ora una misura considerevole.

Intanto la ressa dei creditori aumenta e si fa sempre più insistente; nè si può neppure in parte provvedervi essendo state le rendite del comune sequestrate, nè essendovi speranza che il Consiglio comunale si decida a imporre altre tasse.

In tale stato di cose si manifesta la necessità dello scioglimento del Consiglio e dell'invio di un R. commissario; e in tale senso provvedesi col decreto, che il riferente si onora sottoporre all'Augusta firma della M. V.

Il Ministro
GIOLITTI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 268 e 269 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col Regio decreto 10 febbraio 1889 N. 5921 (serie 3ª);

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Accadia, in provincia di Avellino, è sciolto.

Art. 2.

Il signor Flores dottor Enrico è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto comune, fino allo insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 25 dicembre 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno* **a S. M. il Re,** *in udienza del 12 gennaio 1893, circa lo scioglimento del Consiglio comunale di Apecchio (Pesaro).*

SIRE!

Dai rapporti del Prefetto di Pesaro ho rilevato che l'amministrazione comunale di Apecchio procede irregolarmente, essendosi constatati gravi disordini nel servizio di cassa e di contabilità e nell'ufficio di Segreteria. Al cattivo andamento dell'azienda ha contribuito la mancanza del sindaco, che non si è potuto nominare per le condizioni nelle quali versava quella rappresentanza.

Ed ora le cose sono ridotte al punto che l'assessore ff. da sindaco si è dimesso e nessuno vuole assumere le responsabilità di surrogarlo.

È necessario pertanto provvedere alla direzione di quel Municipio ed alla sistemazione degli affari del comune, per procedere quindi alla rinnovazione della rappresentanza.

Mi onoro quindi di sottomettere a V. M. l'unito decreto di scioglimento del Consiglio comunale di Apecchio.

Il Ministro
GIOLITTI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 268 e 269 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 10 febbraio 1889 n. 5921 (serie 3ª);

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Apecchio, in provincia di Pesaro, è sciolto.

Art. 2.

Il signor dottor Renato Vuillermin è nominato Commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente Decreto.

Dato a Roma, addì 12 gennaio 1893.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Relazione *del Ministro dell'Interno* **a S. M.** *il* **Re,** *in udienza del 12 gennaio 1893, circa la proroga dei poteri al R. Commissario straordinario di Giarre (Catania).*

SIRE!

Il Consiglio comunale di Giarre (Catania) fu sciolto con decreto di V. M. del 28 settembre u. s. Dice il Prefetto che se molto finora è stato fatto dal Commissario straordinario per riordinare quell'Amministrazione, non può però dirsi ancora compiuta la sua missione.

Convenendo pertanto nel parere del Prefetto, mi onoro proporre alla M. V. la proroga dei poteri al Regio Commissario straordinario di Giarre per tre mesi.

Il Ministro
GIOLITTI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Su proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduto il Nostro decreto 28 settembre 1892, col quale fu sciolto il Consiglio comunale di Giarre in provincia di Catania;

Veduto l'articolo 268 della legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Giarre è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 12 gennaio 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale delle Cancellerie e Segreterie giudiziarie:*

Con Regi decreti del 12 gennaio 1893:

Mattei Giovanni, cancelliere del tribunale civile e penale di Livorno, è, in seguito di sua domanda, collocato a riposo per anzianità di servizio ai termini dell'articolo 1, lettera *a*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, con decorrenza dal 1° febbraio 1893, e gli è conferito il titolo ed il grado onorifico di cancelliere di corte di appello.

Nicoletti Torquato, vice cancelliere del tribunale civile e penale di Bologna, è, a sua domanda, nominato cancelliere della pretura di Castiglione dei Pepoli, coll'attuale stipendio di lire 1600.

Grignani Achille, cancelliere della pretura di Campobello di Licata, è tramutato alla pretura di Cefalù, a sua domanda.

Riservato Ignazio, cancelliere della pretura di Cefalù, è tramutato alla pretura di Campobello di Licata.

Con decreto ministeriale del 12 gennaio 1893:

Cisterni Pablo, cancelliere della pretura di Castiglione dei Pepoli, è, a sua domanda, nominato vice cancelliere del tribunale civile e penale di Bologna, coll'attuale stipendio di lire 1600.

Disposizioni *fatte nel personale dei notari:*

Con Regi decreti in data 12 gennaio 1893:

Moresi Ambrogio, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Alzate con Verzago, distretto di Como.

Pilla Michele, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Castelvetere in Valfortore, distretto di Benevento.

Lanza Sebastiano, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di S. Michele di Ganzaria, distretto di Caltagirone.

Laudo Francesco, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Cautano, distretto di Benevento.

Caradonna Michele, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Cerignola, distretto di Lucera.

De Giorgio Vito, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Chienti, distretto di Lucera.

Croce Gio. Battista, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Peschici, distretto di Lucera.

Beccia Giuseppe Maria, candidato notaro, è nominato notaro, colla residenza nel comune di Troja, distretto di Lucera.

Recchia Antonio, notaro residente nel comune di Pietramontecorvino, distretto di Lucera, è traslocato nel comune di Lucera, capoluogo di distretto.

Jorio Donato, notaro nel comune di Foggia, distretto di Lucera, è traslocato nel comune di Volturno, stesso distretto.

Ramaroli Giuseppe, notaro nel comune di Piubega, distretto di Mantova, è traslocato nel comune di Curtatone, stesso distretto.

Gera Emilio, notaro residente nel comune di Piverone, distretto di Ivrea, è traslocato nel comune di Pavone Canavese, stesso distretto.

Gallo Mario, notaro residente nel comune di Frassineto, distretto d Ivrea, è traslocato nel comune di Borgiallo, stesso distretto.

Miele Antonio, notaro residente nel comune di Pietraroja, distretto di Benevento, è traslocato nel comune di Rocca d'Evandro, distretto di Santa Maria Capua Vetere.

Mandara Francesco, notaro residente nel comune di Vitulazio, distretto di Santa Maria Capua Vetere, è traslocato nel comune di Casagiove, stesso distretto.

Di Salvo Raffaele, notaro residente nel comune di Presenzano, distretto di Santa Maria Capua Vetere, è traslocato nel comune di Galluccio, stesso distretto.

Tufano Aniello, notaro residente nel comune di Ruviano, distretto di Santa Maria Capua Vetere, è traslocato nel comune di Roccaramola, stesso distretto.

Caire Alessandro, notaro residente nel comune di Frassineto Po, distretto di Casale Monferrato, è traslocato nel comune di Balzola, stesso distretto.

Di Franco Gennaro, notaro residente nel comune di Castello di Campagnano, distretto di Santa Maria Capua Vetere, è traslocato nel comune di Cervino, stesso distretto.

Zotti Nicola, nominato notaro colla residenza nel comune di Imola, distretto di Bologna, con Regio decreto 6 dicembre 1891, registrato alla Corte dei conti il 24 stesso mese, è dichiarato decaduto dalla carica di notaro per non avere assunto in tempo utile l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Imola.

Actis Pietro, nominato notaro colla residenza nel comune di Chivasso, distretto di Torino, con Regio decreto 7 febbraio 1892, registrato alla Corte dei conti il 26 stesso mese, è dichiarato decaduto dalla carica di notaro per non avere assunto in tempo utile l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Chivasso.

Casula Antioco Giuseppe, notaro residente nel comune di Iglesias, distretto di Cagliari, è dispensato dall'ufficio di notaro in seguito a sua domanda.

Romano Giuseppe, notaro in Ailano, distretto di Santa Maria Capua Vetere, è dispensato dall'ufficio di notaro in seguito a sua domanda.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione degli Archivi notarili:*

Con decreto reale del 12 gennaio 1893:

Ferrara Benedetto, notaro in Alcamo, è nominato conservatore e tesoriere dell'archivio notarile mandamentale di Alcamo, distretto di Trapani, con l'annuo stipendio di lire 600, a condizione che presti cauzione rappresentante la rendita annua di lire 30.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE *(2ª pubblicazione).*

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 per 0/0, cioè: N. 998378 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per L. 60, al nome di Reggio Agnese fu *Giacomo*,

N. 998377, Reggio Iole, fu *Giacomo* per L. 60,
N. 998376, Reggio Girella fu *Giacomo*, per L. 60,
N. 998375 Reggio Rina fu *Giacomo*, per L. 60,
N. 998374, Reggio Erminia fu *Giacomo*, per L. 60,

furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi alle medesime, figlie però del fu *Lustro* e non *Giacomo*, vere proprietarie delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 4 gennaio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE *(3ª pubblicazione).*

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0/0, cioè: N. 672851 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 45, al nome di Courtial *Giuseppina* fu Felice, moglie di Roffi Edoardo, domiciliata in Torino, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico,

mentrechè doveva invece intestarsi a Courtial *Virginia-Giuseppina* fu Felice, moglie . . . . ecc. . . . ., come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, addì 22 dicembre 1892.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

CONCORSI

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Direzione generale dell'Agricoltura

Avviso di concorso ad un posto di professore reggente di 3ª classe nella regia Scuola di viticoltura ed enologia in Catania.

È aperto il concorso per titoli ad un posto di professore reggente di 3ª classe, con l'annuo stipendio di L. 2100, nella regia Scuola di viticoltura ed enologia in Catania, per l'insegnamento della fisica e nozioni di meccanica agraria.

La Commissione giudicatrice potrà, ove lo creda necessario per completare il proprio giudizio, chiedere dai concorrenti la prova degli esami.

Le domande di ammissione al concorso dovranno pervenire al Ministero di agricoltura non più tardi del 1° febbraio 1893, contenere la indicazione della dimora del concorrente, ed essere corredate di questi documenti:

1° Atto di nascita, dal quale risulti che il concorrente non h oltrepassato il 45° anno di età;

2° Stato di famiglia;

3° Attestato di buona condotta, rilasciato dai sindaci dei comuni ove il concorrente dimorò nell'ultimo triennio;

4° Attestato d'immunità penale rilasciato dal tribunale del circondario;

5° Certificato medico di buona costituzione fisica;

6° Attestato di adempimento all'obbligo della leva militare;

7° Laurea od abilitazione legale allo insegnamento della materia per la quale si concorre, e prospetto degli studi fatti, della carriera percorsa e delle occupazioni avute. Titoli ed opere stampate dimostranti la coltura scientifica del candidato.

La domanda ed i documenti debbono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e debitamente vidimati.

I documenti n. 2, 3, 4, 5 debbono essere di data non anteriore a quella del presente avviso.

Sono dispensati dal produrre i documenti segnati ai numeri 3, 4, 6 i concorrenti che siano attualmente insegnanti in un pubblico istituto governativo.

È incompatibile l'ufficio per cui si bandisce il presente concorso con qualsiasi insegnamento in altri istituti.

In virtù delle disposizioni contenute nell'art. 13 della legge 6 giugno 1885 n. 1341, sulle Scuole pratiche e speciali di agricoltura, sono applicabili agli insegnanti delle Scuole medesime l'art. 215 della legge 13 novembre 1859 n. 3725, per l'aumento sessennale degli stipendi, e la legge 14 aprile 1864 n. 1731, sulle pensioni civili.

Roma, li 16 dicembre 1892.

Il Direttore generale dell'agricoltura
MIRAGLIA.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 17 gennaio 1893.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 7 ant.	STATO DEL MARE 7 ant.	TEMPERATURA nelle 24 ore precedenti	
			Massima	Minima
Belluno	coperto	—	— 1 8	— 5 4
Domodossola . .	coperto	—	— 1 0	— 8 0
Milano	coperto	—	1 2	— 7 7
Verona	nevica	—	4 9	— 4 8
Venezia	coperto	legg. mosso	— 1 0	— 4 0
Torino	sereno	—	1 0	—12 0
Alessandria . . .	1[2 coperto	—	1 3	—14 0
Parma	coperto	—	— 1 5	— 5 4
Modena	nevica	—	— 2 0	— 5 8
Genova	1[2 coperto	legg. mosso	5 4	— 0 5
Forlì	nevica	—	2 0	— 2 8
Pesaro	nevica	agitato	4 6	— 4 3
Porto Maurizio . .	1[4 coperto	mosso	7 7	1 1
Firenze	1[2 coperto	—	3 8	— 2 4
Urbino	nevica	—	0 0	— 8 1
Ancona	nevica	molto agitato	6 2	— 0 8
Livorno	1[4 coperto	legg. mosso	4 0	— 1 5
Perugia	3[4 coperto	—	2 1	— 4 9
Camerino	coperto	—	0 0	— 8 0
Chieti	nevica	—	2 4	— 7 0
Aquila	coperto	—	2 0	— 6 0
Roma	1[2 coperto	—	7 0	— 0 1
Agnone	nebbioso	—	4 5	— 4 8
Foggia	—	—	—	—
Bari	coperto	calmo	11 0	2 6
Napoli	coperto	mosso	7 8	2 4
Potenza	coperto	—	3 3	— 2 9
Lecce	coperto	—	11 8	3 0
Cosenza	—	—	—	—
Cagliari	piovoso	legg. mosso	9 0	1 5
Reggio Calabria .	1[2 coperto	calmo	11 6	6 0
Palermo	piovoso	agitato	12 3	4 2
Catania	sereno	calmo	11 8	3 7
Caltanissetta . . .	coperto	—	4 0	0 0
Siracusa	3[4 coperto	legg. mosso	14 0	6 0

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 17 gennaio 1893

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49,6.

Barometro a mezzodì . . . . . . 744,4.
Umidità relativa a mezzodì . . . . . . 55.
Vento a mezzodì . . . . Nord moderato.
Cielo . . . . 1[4 velato.
Termometro centigrado { Massimo 5°,9. / Minimo 0°,1.
Pioggia in 24 ore: mm. 3,7.

Li 17 gennaio 1893.

In Europa pressione elevata sulla Finlandia, diminuita all'occidente, depressione nel basso Tirreno, Pietroburgo 771, Parigi 759, Zurigo 758.

In Italia nelle 24 ore: barometro disceso sette a otto millimetri al Sud, tre millimetri allo estremo Nord, pressochè stazionario al centro; neve nell'Emilia, in Romagna, in diverse stazioni appenniniche e sull'Etna fino a Nicolosi, raggiungente mezzo metro a Modena; venti forti di ponente in Sardegna e Sicilia, generalmente del primo quadrante nell'Alto Adriatico e in Toscana; temperatura molto bassa, mare agitato.

Stamane: cielo nevoso in alcune stazioni dell'Emilia e nelle Marche, nuvoloso altrove; ponente fresco in Sicilia, venti freschi settentrionali altrove.

Barometro 751 a 752 mill. al Nord, depresso a 744 nel basso Tirreno.

Mare mosso o agitato.

Probabilità: venti freschi a forti settentrionali; cielo vario al Nord, pioggie e qualche nevicata al Sud; ancora temperatura molto bassa; mare agitato lungo le coste meridionali.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

CAIRO, 16. — Fahri pascià è stato nominato presidente del Consiglio e ministro dell'interno; e Bouks, ministro delle finanze.

PARIGI, 16. — Il ministro degli affari esteri, Develle, ha scritto una lettera all'ambasciatore italiano, comm. Ressmann, per annunziargli che Lesseps e compagni hanno dichiarato, al giudice d'istruzione, nel modo più strettamente formale, di non avere mai rimesso danaro al generale Menabrea, nè direttamente, nè per intermediari

GENOVA, 16. — I treni sospesi dalle 2 pom. di ieri sono stati riattivati.

Stamane hanno ripreso pure il servizio i trams.

SINIGAGLIA, 16. — Un improvviso e veemente fortunale ha investito il nostro littorale.

Si è sommersa la paranza *Giava* col capitano Salini di San Benedetto del Tronto e l'equipaggio.

Si sono perdute molte altre barche lungo la spiaggia di Sinigaglia e Fano.

Gli equipaggi sono salvi.

Si teme la perdita di altri due legni.

LONDRA, 16. — Si assicura che il sultano del Marocco abbia accordato la domanda del Governo inglese di riparazione per l'omicidio di Giovanni di Trinidad.

PARIGI, 16. — La presidenza del gruppo degli studi della Camera, intrattenne il Presidente del Consiglio, Ribot, sulla situazione.

Il detto gruppo presenterà una proposta intesa a modificare la legge sulla stampa, onde punire gli oltraggi e le diffamazioni dirette contro gli ambasciatori esteri.

Il freddo è molto intenso in tutta la Francia.

La neve interrompe o ritarda in molti punti le comunicazioni ferroviarie.

POLA, 16. — Il vapore del *Lloyd*, *Milano*, in viaggio per la Dalmazia e Trieste, si è incagliato e poscia affondato.

I passeggeri e l'equipaggio sono salvi.

PARIGI, 16. — Un commissario di polizia intimò, stamane, l'ordine d'espulsione al pubblicista, d'Alt, corrispondente di giornali italiani.

Fu accordata una dilazione di 48 ore sia a d'Alt che al pubblicista tedesco, Wedel, per lasciare il territorio francese.

MESSINA, 16. — Stamane, alle ore 4 ant., nello stretto di Messina all'altezza di Reggio Calabria, il piroscafo *San Marco di Venezia*, proveniente da Savona con carico di milleottocento tonnellate di rotaie, ebbe una collisione col vapore francese *Agesien* carico di quattromila pecore.

Per l'urto violentissimo andarono a picco.

L'equipaggio del *San Marco* si salvò sulle proprie imbarcazioni dell'equipaggio del vapore francese, composto di dieci uomini, sette si salvarono e tre perirono.

Accorsero prontamente sopra luogo due torpediniere di questo compartimento e il piroscafo *Calabria*.

TANGERI, 17. — L'incaricato d'affari d'Inghilterra, Elliot, ricevette dalla Corte marocchina l'assicurazione che l'assassino del suddito inglese Giovanni Trinidad è in prigione e che una indennità di 5000 dollari sarà pagata.

L'arrivo del corriere, latore della risposta della Corte marocchina, fu ritardato per il cattivo stato delle strade.

CAIRO, 17. — Lord Cromer dichiarò oggi al Kedive che il Governo inglese intende di esser consultato su tutti gli atti importanti e specialmente sui cambiamenti ministeriali.

Il Governo inglese, soggiunse, non può affatto sanzionare la nomina di Fahi Pascià a primo ministro.

Cromer avrà domani una nuova udienza dal Kedive.

Si crede che nè la Francia nè la Russia abbiano dato nè promesso appoggio al Kedive.

L'incidente ha prodotto impressione al Cairo e nelle provincie.

TOLONE, 17. — L'ammiraglio Buge, a cui era stato dato ordine di tenersi pronto a recarsi al Marocco il 23 corrente ricevette avviso di essere pronto apartire al primo segnale.

VIENNA, 17. — Nella odierna seduta del Consiglio comunale, i due vice borgomastri pregarono il Borgomastro di inviare felicitazioni al Papa per il suo giubileo episcopale.

Gli antisemiti presentarono una proposta analoga.

Il Borgomastro dichiarò che si è già accordato in proposito col Nunzio pontificio.

LONDRA, 17. — Il ministro degli affari esteri, lord Roserbery, dopo un colloquio cogli ambasciatori di Francia e di Russia e coll'incaricato d' affari di Germania, convocò di urgenza il Consiglio dei ministri per comunicargli telegrammi importanti che lord Cromer spedì dall'Egitto.

Quindi lord Rosebery si recò subito al *Foreign-Office* a redigere dispacci.

PARIGI, 18. — L'*Eclair* assicura che il giornalista ungherese Szekely sarà tradotto alla frontiera, a Belfort.

VIENNA, 17 — Contrariamente alle asserzioni del *Pesti-Naplo* riguardo a pretesi negoziati fra la Santa Sede ed il Governo austro-ungarico intorno alla futura legislazione matrimoniale in Ungheria, il *Fremdenblatt* dichiara da fonte autentica che non vi fu in proposito colla Santa Sede alcun negoziato, nè alcuna conferenza sia ufficiale che privata.

PARIGI, 17 — Secondo il *Petit Journal*, il giudice istruttore, Franqueville, in seguito all'interrogatorio subito ieri da Carlo di Lesseps, citerà a comparire oggi dieci deputati non ancora incriminati.

LONDRA, 17 — La salute di Gladstone è eccellente.

VENEZIA, 17 — Il Duca di Genova è partito stamane alle 10,5 per Roma.

LONDRA, 17 — Dispacci dal Cairo segnalano il malcontento degli Inglesi contro il nuovo Gabinetto egiziano; ma il Kedive sembra non volere cedere.

VENEZIA, 17 — Il vapore *Solunto*, della Navigazione generale italiana, incagliatosi presso Malamocco, è stato rimesso a galla stamane. Non ha subito alcuna avaria. Sta per partire alla volta di Costantinopoli.

LIMA, 17 — Ribeyro è stato nominato ministro degli affari esteri in sostituzione di Larrabure, dimissionario.

LONDRA, 17 — Il *Daily News* ha dal Cairo che le autorità inglesi non riconoscono i nuovi ministri egiziani.

Il *Times* ha dal Cairo: « Gli indigeni vedranno nel colpo di Stato del Kedive l'espressione dei sentimenti di Abbas pascià contro l'influenza inglese. I ministri licenziati sostenevano le riforme. »

Il *Times* soggiunge: « È questa una sfida all'autorità inglese. »

BERLINO, 17 — La Banca dell'Impero ha diminuito lo sconto al 3 per cento.

PARIGI, 17 — Viene letta la relazione di Trarieux favorevole all'approvazione del progetto di legge secondo cui vengono deferiti ai tribunali correzionali le offese della stampa ai Sovrani ed agli ambasciatori delle potenze estere accreditati presso la Repubblica.

Si accorda l'urgenza al progetto e ne viene fissata la discussione a giovedì.

Indi la seduta è tolta.

Listino Officiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 17 gennaio 1893.

Godimento	Valore nom.	Valore vers.	VALORI AMMESSI a CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. M.	IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi Nom.
					— —			
1 genn 93	—	—	ENDITA 5 0[0 1.a grida			94,45 47 1[2 50 55 57	1[2 60).	— — 1
	—	—	» » 2.a grida	94,60 94,82 1[2	94 61 1[4			— — 1
»	—	—	detta (piccolo taglio)	94,80 94,95	— —			— —
ottob 92	—	—	detta 3 0[0 1.a grida		— —			— —
»	—	—	» » 2.a grida		— —			59 —
»	—	—	Cert. sul Tesoro Emiss. 1860-64		— —			102 —
»	—	—	Obbl. Beni Ecclesiastici 5 0[0		— —			93 20
»	—	—	Prestito R. Blount 5 0[0		— —			100 90
1 dicem. 92	—	—	» Rothschild		— —			102 50
			Obbl. Municip. e Cred. Fondiarie.					
1 genn 93	500	500	Obbl. Municipio di Roma 5 0[0		— —			— — 2
1 ottob. 92	500	500	» 4 0[0 1.a Emissione		— —			435 —
»	500	500	» 4 0[0 2.a a 8.a Emissione		— —			430 —
1 giugno 92	500	500	Comune di Trapani 5 0[0		— —			497 —
1 ottob. 92	500	500	» Cred. Fond. Banco S. Spirito		— —			460 —
»	500	500	» » » Banca Nazionale 4 0[0		— —			493 —
»	500	500	» » » » » 4 1[2 0[0		— —			496 —
»	500	500	» » » Banco di Sicilia		— —			— —
»	500	500	» » » » Napoli		— —			— —
			Azioni Strade Ferrate.					
1 genn 93	500	500	Az. Ferr. Meridionali		— —	644		— — 3
»	500	500	» » Mediterranee stampigliate		— —			523 — 4
1 luglio 91	250	250	» » Sarde (Preferenza)		— —			— —
1 aprile 92	500	500	» » Palermo, Mar. Trap. 1.a e 2a. E		— —			— —
1 luglio 91	500	500	» » della Sicilia		— —			— —
			Azioni Banche e Società diverse.					
1 genn 92	1000	750	Az. Banca Nazionale		— —			1425 —
1 » 93	1000	1000	» » Romana		— —	470 460 400		— — 5
»	300	300	» » Generale		— —	323 322 319		— — 6
1 genn 90	500	150	» » di Roma		— —			370 —
1 » 89	200	200	» » Tiberina		— —			25 —
1 ottob. 91	500	500	» » Industr. e Comm. (antiche)		— —			400 —
»	500	500	» » » » nuove liberate		— —			400 —
1 genn 93	500	400	» Soc. di Credito Mobil. italiano (an.		— —	454 450 445		— — 7
	500	100	» » » » » (nuove)		— —			— —
1 genn 88	500	550	» » di Credito Meridionale		— —			— —
15 ottob. 92	500	500	» » Romana per l'Illum. a Gaz		— —	815 805		— —
1 genn. 93	500	500	» » Acqua Marcia		— —			1060 — 8
1 » 90	500	500	» » Italiana per condotte d'acqua		— —	309		— —
1 luglio 92	500	500	» » Immobiliare		— —	101 100,50		— —
1 » 90	250	250	» » dei Molini e Magaz. Generali		— —			135 —
1 genn. 89	100	100	» » Telefoni ed App. Elettriche		— —			— —
» 90	500	500	» » Generale per l'Illuminazione		— —			175 —
»	125	125	» » Anonima Tramway Omnibus		— —	190,50 191		— —
1 genn. 89	150	150	» » Fondiaria Italiana		— —			— —
1 ottob. 90	250	250	» » della Min. e Fond. Antimonio		— —			— —
»	250	250	» » dei Materiali laterizi		— —			— —
1 genn. 93	500	500	» » Navigazione Generale Italiana		— —			230 — 9
1 » 90	500	500	» » Metallurgica Italiana		— —			170 —
1 » 93	250	250	» » della Piccola Borsa di Roma		— —			206 —
1 » 90	200	200	» » Caoutchouc		— —			20 —
1 » 92	250	250	» » An. Piemontese di elettricità		— —			250 —
» 93	250	250	» » Risanamento di Napoli		— —	100 99		— 10
	250	250	» » di Credito e d'ind. Edilizia		— —			250 —
			Azioni Soc. Assicurazioni.					
genn. 90	100	100	Az. Fondiarie Incendi		— —			80 —
» 91	250	125	» Fondiarie Vita		— —			240 —
			Obbligazioni diverse.					
1 genn 93	500	500	Obbl. Ferroviarie 3 0[0 Emiss. 1887-88-89		— —			288 11
luglio 91	1000	1000	» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro)		— —			— —
genn. 93	500	500	» Strade ferrate del Tirreno		— —			464 —
ottob 91	500	500	» Soc. Immobiliare		— —			390 —
»	250	250	» » 4 0[0		— —			170 —
»	500	500	» » Acqua marcia		— —			500 —
»	500	500	» » SS. FF. Meridionali		— —			— —
luglio 91	500	500	» » FF. Pontebba Alta Italia		— —			— —
aprile 92	500	500	» » FF. Sarde nuova Emis. 3 0[0		— —			— —
»	300	300	» » FF. Paler. Ma. Tra. I S. (oro)		— —			— —
1 genn. 93	500	500	» » FF. Second. della Sardegna		— —			— —
»	250	250	» » FF. Napoli-Ott. (5 0[0 oro)		— —			— —
»	500	50	Buoni Meridionali 5 0[0		— —			— —
			Titoli a Quotazione Speciale.					
1 aprile 92	25	25	Obbl. prestito Croce Rossa Italiana		— —			— —

OSSERVAZIONI: 1) Ex coup. L. 2,17 — 2) Id. L. 12,50 — 3) Id. L. 12,50 — 4) Id. L. 15 — 5) Id. L. 25 — 6) Id. L. 7,50 — 7) Id. L. 12 — 8) Id. L. 12,50 — 9) Id. L. 7,50 — 10) Id. L. 6,25 — 11) Id. L. 6,33.

Sconto	CAMBI		Prezzi fatti	Nomin.
3 1/2	Francia	90 giorni		103 47 1/2
	Parigi	Cheques		104 .5
3	Londra	90 giorni		25 24
	»	60 giorni		
	»	Cheques		26 13
	Vienna Trieste	90 giorni		
	Germania	Cheques		

Risposta dei premi } 28 gennaio
Prezzi di compensazione } 28 gennaio
Compensazione 30 »
Liquidazione 31 »

Sconto di Banca 5 0[0. Interessi sulle anticipazioni.

Il Sindaco: MARIO BONELLI

Visto: Il Deputato di Borsa: LUIGI GAUTTIERI

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE DICEMBRE 1892.

Rendita 5 0[0	93 70	Az. Banca Tiberina	27 —	Az. Soc. Navig. Gen. Italiana	325 —
» 3 0[0	59 —	» » In. e Com. (an.)	480 —	» » Metallurgica Italiana	200 —
Obbl. Beni Eccl. 5 0[0	— —	» » » Certif.	— —	» » della Piccola Borsa	206 —
Prest. Rotschild 5 0[0	102 50	» » » n. liber.	430 —	» » Caoutchouc	40 —
Ob. città di Roma 4 0[0	430 —	» Soc. Cred. Mobil.	524 —	» » An. Piem. di Elettr.	250 —
» Credito Fondiario Santo Spirito	460 —	» » » Merid.	— —	» » Risanamen.	143 —
» Credito Fondiario Banca Nazionale	493 —	» » Gas	840 —	» » Cr. Ind. Ed.	250 —
» Credito Fondiario Ban. Naz. 4 1[2 0[0	496 —	» » Acqua Marcia	1140 —	» » Fondiar. incendi	80 —
Az. Fer. Meridionali	630 —	» » Condot. d'ac.	335 —	» » Fond. Vita	230 —
» » Mediterranee	542 —	» » Gen. Illumin.	225 —	Obbl. Soc. Imm. 5 0[0	420
» » » certif.	— —	» » Tramway Om.	183 —	» » » 4 0[0	170
» Banca Nazionale	1280 —	» » » cert. prov.	— —	» » Ferroviarie	294
» » Romana	970 —	» » Molini e Magaz. Gen.	150 —	» Ferr. Napoli-Ottaiano	244
» » Generale	334 —	» » Immobiliare	125 —		
» Banco di Roma	360 —	» » Fond. Italiana	— —		
		» » Min. Antim.	240 —		
		» » Mat. Later.	200 —		

TUMINO RAFFAELE, *Gerente* — Tipografia della *Gazzetta Ufficiale*